



Assemblée générale

Distr. générale
17 mai 2011
Français
Original : arabe

Soixante-cinquième session

Point 112 c) de l'ordre du jour

Élections aux sièges devenus vacants

**dans les organes subsidiaires et autres élections :
élection de quinze membres du Conseil des droits
de l'homme**

Note verbale datée du 11 mai 2011, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai le plaisir de vous annoncer que le Gouvernement koweïtien a déclaré sa candidature à l'élection de membres du Conseil des droits de l'homme pour la période 2011-2014, qui se tiendra le 20 mai 2011, au cours de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale.

Après consultation et coordination entre l'État du Koweït et la République arabe syrienne, les deux pays sont convenus d'inverser l'ordre dans lequel ils présenteront leur candidature à un siège au Conseil des droits de l'homme : le Koweït se présentera à la place de la République arabe syrienne pour la période 2011-2014 et la République arabe syrienne à la place du Koweït pour la période 2013-2016.

Au cours de la réunion qu'il a tenue le 11 mai 2011, le Groupe d'Asie a approuvé la candidature du Koweït pour la période 2011-2014.

Se portant pour la première fois candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme, le Koweït tient à cette occasion à présenter des informations sur les engagements qu'il a pris dans le domaine de la promotion et de la défense des droits de l'homme et ses contributions en la matière sur les plans national, régional et international.

À ce propos, le Gouvernement koweïtien a l'honneur de faire tenir une déclaration sur les engagements qu'il a pris en matière de promotion et de défense des droits de l'homme, conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale (voir annexe).



L'État du Koweït a fait parvenir le 11 février 2011 une copie de cette déclaration au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 112 c) de l'ordre du jour.

**Annexe à la note verbale datée du 11 mai 2011 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission
permanente du Koweït auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Candidature du Koweït au Conseil des droits de l'homme,
2011-2014**

**Engagements pris conformément à la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

Introduction

Bien avant son indépendance, le Koweït a suivi la voie de la participation populaire et de la consultation entre le gouverneur et ses sujets, pratique qui a été institutionnalisée avec la promulgation de la Constitution en 1962. La conséquence logique et naturelle a été la prise en compte de tous les droits de l'homme énoncés dans la charia et dans le droit international et la mise en place d'un contrôle législatif afin d'en vérifier le respect. La Constitution ainsi consacre l'ensemble des principes relatifs aux droits de l'homme, qu'il fait respecter au moyen de l'adoption de textes législatifs et de règlements d'exécution. Le Koweït compte désormais au premier rang des pays qui défendent les droits de l'homme, et un examen de sa constitution montre qu'il reconnaît ces droits dans un certain nombre de domaines, comme précisé ci-après :

1. Droits civils et politiques

L'article 30 de la Constitution garantit la préservation et la protection de la liberté individuelle, tandis que les articles 35 à 39 et 43 à 45 prévoient la promotion et la défense d'un certain nombre de libertés et de droits fondamentaux, dont la liberté de conviction; le libre exercice du culte; la liberté d'opinion; la liberté de la recherche scientifique; la liberté d'expression; la liberté de la presse, ainsi que celle d'imprimer et de publier; la liberté et la confidentialité des communications par voie postale, télégraphique et téléphonique; la liberté de constituer des associations et des syndicats, dans le respect des législations nationales; la liberté de réunion et le droit de saisir directement les autorités publiques. Ces articles consacrent en outre la protection de l'inviolabilité du domicile et prévoient des sanctions en cas de transgression.

2. Droits économiques, sociaux et culturels : justice, liberté et égalité

L'article 7 de la Constitution consacre les principes relatifs aux droits de l'homme, notamment ceux de justice, de liberté, d'égalité et de compassion entre les membres de la société, tandis que l'article 8 dispose que l'État a l'obligation de préserver les fondements de la société et de garantir la sécurité et la tranquillité des citoyens ainsi que l'égalité des chances. L'article 29 énonce que chacun a les mêmes droits et obligations.

Les divers textes législatifs nationaux qui protègent les droits de l'homme et les libertés fondamentales ont été harmonisés avec des principes internationaux bien établis consacrés par les instruments internationaux qui s'y rapportent : le

législateur a promulgué un ensemble de lois nationales qui intègrent bon nombre de dispositions qui sont de nature à renforcer les libertés fondamentales relatives à la protection des droits de l'homme.

Depuis son accession à l'indépendance en 1961, le Koweït a adhéré rapidement à la majorité des 16 instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont les suivants :

- a) Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- b) Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- c) La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- d) La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- e) La Convention relative aux droits de l'enfant.

L'État participe en outre au sein des instances internationales aux phases préparatoires de l'élaboration des instruments relatifs aux droits de l'homme. Il convient de noter à cet égard que d'après l'article 70 de la Constitution koweïtienne, ces instruments ont force contraignante une fois qu'ils ont été ratifiés et qu'ils sont considérés comme faisant partie intégrante du corpus législatif national et ayant la même force que les lois nationales. D'après l'article 177 de la Constitution, les dispositions s'appliquent sans préjudice des traités et conventions conclus par le Koweït avec d'autres États et entités internationales, sachant qu'une disposition relative aux droits de l'homme, quels que soient son objet, son champ d'application ou sa valeur juridique, n'a d'importance que si elle s'accompagne d'un système intégré de règlements permettant d'en garantir le respect. Le Koweït, au moyen de ses pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif, veille à la promotion et à la défense des droits de l'homme, en tenant dûment compte de l'opinion publique et des mécanismes internationaux de surveillance.

Le Koweït s'intéresse à toutes les questions liées à la promotion et à la défense des droits de l'homme au moyen des diverses institutions dont il est doté qui sont chargées d'en surveiller le respect, conformément aux lois et règlements applicables, comme précisé ci-après :

Organisme de surveillance des prestations des pouvoirs publics

Cet organisme surveille les activités des ministères et établit un rapport annuel à l'intention du Président du Conseil des ministres. Il appelle l'attention sur toute irrégularité et énonce les mesures prises et les propositions faites pour améliorer les prestations des pouvoirs publics.

Commission de la condition féminine

Créée par la décision n° 634 du Conseil des ministres en date du 30 juin 2002, cette commission est chargée de coordonner les efforts déployés sur le plan national par les organes étatiques et les associations de la société civile pour traiter des affaires féminines. Elle propose des politiques de portée générale ou circonscrite relatives aux femmes, qu'elle représente dans les instances arabes et internationales.

Haut Comité des droits de l'homme

Créé par le décret ministériel n°104 de 2008, le Comité est présidé par le Ministre de la justice. Ses membres représentent les institutions qui traitent des questions des droits de l'homme. Entre autres fonctions, il fournit des avis et des conseils aux décideurs sur toutes les questions ayant trait aux droits de l'homme; examine les réglementations et les législations et propose des amendements y afférents; sensibilise l'opinion aux droits de l'homme par le biais des médias; assure la formation des cadres; et formule des avis sur les conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Il est doté de trois sous-comités spécialisés dans le suivi local, la liaison internationale et l'institutionnalisation des droits de l'homme.

Comité national permanent du droit international humanitaire

Le Comité a été créé au sein du Ministère de la justice, conformément au décret ministériel n° 244 de 2006. Il est chargé de suivre toutes les questions qui ont trait au droit international humanitaire. Il fait fonction d'organe consultatif pour les décideurs sur toutes les questions liées à l'application des normes relatives au droit international humanitaire contraignantes pour l'État. Il sensibilise également les citoyens à ces questions avec la coopération de toutes les parties concernées.

Autorité publique chargée des affaires de mineurs

Il s'agit d'une institution indépendante dotée d'une personnalité juridique, qui a été créée par la loi n° 67 de 1983. Au vu de la nature de ses travaux, elle représente une expérience singulière et pionnière au niveau mondial. Elle agit comme une autorité de tutelle pour les mineurs sans tuteur légal ou les adultes mis sous tutelle, les personnes internées, celles frappées d'incapacité et les disparus : elle s'occupe de la protection et de l'entretien de leurs biens, qu'elle s'emploie à faire fructifier.

Bureau des martyrs

Il a été créé par le décret princier n° 38 de 1991 et est rattaché au cabinet de l'Émir pour honorer les martyrs et fournir une aide humanitaire à leur famille, pécuniaire ou morale. L'État manifeste ainsi sa reconnaissance pour les citoyens qui ont perdu la vie au service de la nation.

Conseil supérieur des affaires familiales

Cet organe a été créé par le décret émirien n°401 de 2006, sous la présidence de S. E. le Premier Ministre. Il compte parmi ses membres des ministres et diverses personnalités. Il s'emploie à accroître la cohésion de l'unité familiale et à renforcer les capacités de la famille pour veiller à la sécurité et la stabilité sociale de tous.

Organisme public de prestations sociales

Il a été créé par la loi n° 61 de 1976 pour administrer le régime de la sécurité sociale. Il fournit des pensions de retraite, des prestations d'invalidité ou de maladie, des prestations pour accidents du travail et des prestations en cas de décès pour les proches, tant pour les agents de l'État que pour les salariés des secteurs privé et pétrolier et les travailleurs indépendants ou ayant un statut analogue.

Autorité publique chargée de l'environnement

Il s'agit d'une institution scientifique consultative chargée des questions ayant trait à l'environnement telles que la conservation des ressources naturelles, la lutte contre la pollution, la préservation de la diversité biologique, l'équilibre écologique, le développement durable et la planification intégrée de la société. L'autorité veille à ce que les organisations et les personnes respectent les règles qu'elle fixe dans son domaine de compétence.

Organisation caritative islamique mondiale

Elle a été créée par la loi n° 64 de 1986 pour fournir des services humanitaires aux pauvres et aux personnes nécessiteuses dans le monde, sans préjugés ni discrimination, et elle s'abstient de toute ingérence dans les affaires politiques ou les conflits ethniques. L'organisation mène des activités dans les domaines économique, sanitaire, éducatif, culturel et social et fournit des services d'urgence.

**Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales
sur le terrain**

Les indicateurs révèlent des pratiques optimales du Koweït en matière de respect des droits de l'homme, conformément aux instruments internationaux pertinents et notamment au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme. L'action menée par le Koweït à cet égard montre un attachement général de tous les organismes étatiques aux droits de l'homme, un net respect à leur égard et la volonté d'en tenir compte.

Syndicats et fédérations

Le Koweït est une démocratie, et la liberté de former des syndicats ou des fédérations fait partie du fondement même de la démocratie d'après l'article 43 de sa constitution, qui garantit le principe de la liberté de constituer ce type d'association, sous réserve qu'elle soit conforme aux normes nationales, de nature pacifique et n'impose à personne de s'y affilier. Cela est compatible avec la Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, à laquelle le Koweït a adhéré. Les syndicats patronaux sont à ce jour au nombre de 41 et les syndicats et fédérations agréés au nombre de 59, dans les secteurs tant public que privé. Les syndicats sont indépendants et dotés de la personnalité juridique.

Associations de la société civile

La loi n° 24 de 1962 sur les cercles et associations d'utilité publique a été adoptée parce que l'État est convaincu de l'importance du rôle joué par les organisations de la société civile en tant que partenaires sociaux dans toutes les activités visant à encourager la liberté d'expression et d'opinion, à diffuser cette culture, à sensibiliser l'opinion aux droits du citoyen et à accroître la solidarité sociale. L'État estime également que ces associations jouent un important rôle sur le plan de la promotion des droits de l'homme et de la sensibilisation du public. Ces associations sont à ce jour au nombre de 160; elles jouissent d'une personnalité juridique indépendante et ont divers objectifs.

Liberté d'opinion

Les articles 36 et 37 de la Constitution garantissent la liberté de la presse, d'imprimer et de publier, ainsi que la liberté de pensée et d'exprimer ses opinions, la seule exception à cette règle étant une publication qui constituerait une atteinte à la morale publique, à la dignité humaine ou aux libertés fondamentales. La loi n° 3 de 2006 sur l'imprimerie et la publication a annulé et remplacé la loi n° 3 de 1961 et ouvert la voie à la création de plusieurs quotidiens et hebdomadaires, ainsi qu'à des chaînes satellitaires, offrant ainsi de nouvelles possibilités. Dans le rapport de 2009 de l'association Reporters sans frontières, le Koweït était au premier rang des pays arabes sur le plan de la liberté de la presse.

Liberté de religion et liberté de conviction

L'article 35 de la Constitution dispose que la liberté de conviction est absolue. L'État protège la liberté du culte, dans le respect des coutumes établies, sous réserve que cela ne porte pas préjudice à l'ordre public ou à la morale publique. Dans cette perspective, l'État autorise aux adeptes de toutes les confessions, au sein des religions dites révélées, le libre exercice du culte et la liberté d'établir des lieux de culte, sans ingérence et sous les seules restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre public. Le Centre mondial de médiation a été créé, témoignant ainsi de l'attachement de l'État à la diffusion d'une culture de tolérance et au rejet de l'extrémisme au moyen d'un dialogue constructif avec les religions monothéistes.

La condition féminine

L'État du Koweït attache une grande importance à la protection de la femme et lui a accordé nombre de droits, eu égard au rôle actif qu'elle joue dans le maintien de la stabilité sociale. La Constitution, qui souligne l'égalité dans le respect de la dignité, ainsi que des droits et des obligations pour tous, sans distinction, fait autorité en ce qui concerne les droits de la femme koweïtienne. Cet article de la Constitution sur l'égalité a ouvert la voie pour que la femme koweïtienne prenne la place qui lui revient au sein de la société. Des lois et des législations nationales visent également à garantir et étendre ses droits, à lui fournir des possibilités d'emploi appropriées et à consolider les divers instruments et réglementations en vue de son autonomisation. À cet égard, le Koweït veille à ce que ses législations soient pleinement compatibles avec les instruments auxquels il adhère, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (n° 111) de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Comme l'homme, la femme jouit d'une personnalité juridique indépendante et d'une pleine capacité juridique. L'article 29 de la Constitution dispose que toutes les personnes sont égales sur le plan de la dignité humaine et au regard de la loi. Ces droits ont été renforcés grâce à des mesures prises par les divers organismes étatiques.

L'enfance

L'État est soucieux de fournir une protection à l'enfant, sur la base des principes de la Constitution et des obligations internationales qui lui incombent au titre des traités qu'il a signés et ratifiés, y compris les conventions de l'OIT ci-après :

- La Convention concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi de 1973 (n° 138);
- La Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination de 1999 (n° 182);
- La Convention relative aux droits de l'enfant et ses deux protocoles facultatifs.

Des mesures ont été prises pour protéger les jeunes de l'exploitation, des sévices physiques ou psychologiques; leur fournir des soins de santé et traiter les maladies infectieuses; leur garantir le droit à l'éducation; et introduire un enseignement gratuit et obligatoire.

Personnes handicapées et personnes âgées

L'État offre toute une gamme de soins et de traitements pour les personnes handicapées et les personnes âgées, comme indiqué ci-après :

Personnes handicapées

L'État offre à ces membres de la société des soins particuliers et prévoit tous types de soins de manière à leur garantir une vie décente. Nul ne peut invoquer le handicap pour les priver de leurs droits, tels que le droit à l'enseignement, la réadaptation, la formation et l'emploi. Plusieurs services ont été mis en place pour s'occuper des intérêts de ces personnes, améliorer leur situation, les aider à surmonter les séquelles de leur handicap et créer des conditions propices à l'exercice de leurs droits et à leur intégration dans la société. Dans cette perspective, la loi n° 8 de 2010 sur les droits des personnes handicapées a été adoptée, à l'élaboration de laquelle ont participé des membres d'organismes publics et d'associations de la société civile s'occupant des personnes handicapées. Le Haut Conseil pour les affaires des handicapés a été mis en place pour fournir des services à tous les groupes d'âge, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la réadaptation, de la formation et de l'emploi. L'État dispense tous ces services gratuitement, grâce à un centre auquel les handicapés ont facilement accès. Avec l'adoption de la loi n° 8 de 2010, l'État a codifié un système de responsabilité familiale qui oblige les membres de la famille à participer aux soins dispensés aux personnes handicapées. En outre, dans le cadre de l'action visant à intégrer les personnes handicapées dans la société, l'État offre de nombreux avantages tels que des allocations, une aide au logement et des prothèses gratuites.

Aide sociale aux personnes âgées

Le Koweït est soucieux de fournir une aide sociale complète aux personnes âgées. La loi n° 11 de 2007 sur l'aide sociale aux personnes âgées a intégré bon nombre de principes sociaux et mis en place des cadres réglementaires pour leur fournir les meilleurs soins et la meilleure protection possibles, notamment toute une gamme de services disponibles en permanence, outre les soins à domicile, qui sont considérés comme un modèle de services gratuits fournis par l'État et qui couvrent les aspects sanitaires, l'équipement et les aides financières. Afin d'assurer la cohésion familiale et sociale, les soins aux personnes âgées sont dispensés à domicile, pour qu'elles puissent continuer de vivre parmi les leurs. L'État a également construit des centres équipés d'installations ultramodernes, qui fournissent des services psychosociaux. En outre, les personnes âgées frappées

d'incapacités bénéficient d'une protection juridique et sont mises sous tutelle légale, conformément aux législations en vigueur, pour empêcher tout comportement déviant à leur égard. D'après la loi n° 1 de 2007, un membre de la famille ou un proche peut être désigné pour prendre soin de la personne âgée, en contrepartie d'une rémunération financière. Des sanctions pénales sont prévues en cas de défaut de soins de la part de la personne censée les prodiguer.

Les soins de santé

Le Koweït est attaché à la fourniture de soins de santé gratuits, en tant que droit fondamental reconnu aux articles 10, 11 et 15 de sa constitution, à toutes les étapes de la vie (grâce à 94 centres de santé primaire, à 6 hôpitaux publics et à 32 services médicaux spécialisés) dont 18 se trouvent dans le centre hospitalier Sabah. La couverture médicale est fondée sur la justice et l'égalité, avec un accès pour tous aux services et soins de santé (tant publics que privés). L'État réagit également face aux priorités médicales pour tous les membres de la société, y compris les nationaux, les résidents étrangers, les personnes âgées, les enfants, les personnes ayant des besoins particuliers, les femmes, les jeunes et les travailleurs.

Droit à l'éducation

Le Koweït se préoccupe du droit à l'éducation, l'enseignement étant dispensé gratuitement depuis 1956 de la maternelle à l'enseignement supérieur et ayant un caractère obligatoire dans le primaire et le secondaire. Dans le *Rapport mondial sur le développement humain* de 2010 du Programme des Nations Unies pour le développement, le Koweït était au quarante-septième rang mondial. L'État du Koweït a également réussi à éliminer l'analphabétisme dont le taux, en 2009, était tombé à 3,5 %. L'État reconnaît à toute personne vivant au Koweït le droit à l'éducation et a autorisé la création de nombreuses écoles privées pour les communautés d'expatriés. L'État distribue également chaque année des bourses pour un enseignement général ou universitaire à des étudiants d'un certain nombre de pays.

Renforcement d'une culture des droits de l'homme

Le Koweït ne s'est pas contenté d'intégrer les droits de l'homme dans sa constitution et ses législations pertinentes : il s'est employé à ancrer ces valeurs à tous les niveaux de la société, notamment au moyen des médias, de l'enseignement et de la mise en place de règlements. Les droits de l'homme ont commencé à être enseignés comme matière distincte dans les écoles secondaires à compter de 2006, l'objectif étant de sensibiliser l'élève à l'importance de la démocratie, de la Constitution et des droits de l'homme; de lui apporter les connaissances et les informations pertinentes; de le préparer à l'application des principes démocratiques sur le plan pratique; de promouvoir les valeurs pertinentes, outre le fait d'instaurer une disposition favorable à la démocratie, à la Constitution et aux droits de l'homme en général. Les notions relatives aux droits de l'homme font l'objet d'études, tout comme leurs sources, leur importance, leurs caractéristiques, ainsi que le rôle des organisations internationales dans la défense de ces droits, dont certains sont examinés en profondeur. L'Université du Koweït offre un cursus sur les droits de l'homme. Les services de sécurité dispensent un enseignement et une formation aux militaires et autres membres dès qu'ils s'inscrivent dans les universités et instituts. Les programmes universitaires prévoient des cours sur le droit international

humanitaire, les droits de l'homme et les législations pénales qui s'y rapportent, pour que les élèves aient une compréhension approfondie des lois qui sont fondées sur la promotion des principes relatifs aux droits de l'homme au Koweït. Les services de sécurité demandent à leur personnel de s'inscrire régulièrement à des cours de perfectionnement pour pouvoir suivre l'évolution sur le terrain, compte tenu de l'importance du rôle qu'ils jouent sur le plan du maintien de l'ordre, de la protection des personnes, du respect des lois et des décisions de justice, en appui aux droits de l'homme.

Coopération humanitaire internationale

Le Koweït est considéré comme un pionnier sur le plan de la fourniture de tous types d'aide humanitaire et de secours aux pays durement touchés par des catastrophes naturelles, notamment dans les pays en développement et les pays les moins avancés. D'après les rapports préliminaires, dans un souci d'accélérer l'intervention à la suite des dégâts subis dans les régions touchées, le Koweït cherche à acheminer cette aide au moyen de mécanismes d'aide bilatéraux et d'organismes non partisans, notamment par l'intermédiaire du Croissant-Rouge koweïtien. Outre l'aide humanitaire fournie grâce aux associations de la société civile, le Koweït compte parmi les principaux donateurs aux fonds, programmes et organismes des Nations Unies, tels que le Fonds central pour les interventions d'urgence. Le Koweït verse également des contributions volontaires chaque année à de nombreuses associations et organisations internationales, d'un montant total proche de 10 millions de dollars.

Engagements

Le Koweït a décidé de présenter sa candidature à l'élection de membres au Conseil des droits de l'homme pour la période 2011-2014 car il tient à promouvoir et à appuyer le rôle que joue le Conseil. Fermement convaincu de la nécessité de garantir et protéger les droits de l'homme, l'État du Koweït affirme son attachement à ces droits, qu'il veille à faire respecter en continuant d'appliquer les dispositions des instruments internationaux pertinents auxquels il est partie. Il ne ménagera aucun effort et prendra les dispositions nécessaires pour améliorer la situation des droits de l'homme et appuyer l'action de la communauté internationale à cet égard.